



# PRÉFET DU TARN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
Bureau : Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Subdivision Carrières-Mines  
Réf : ICPE 20200056

  
**14 MAI 2020**

**Arrêté de mise en demeure du  
concernant la société Carrières du Sud-Ouest  
sur le territoire de la commune de Tanus – 81190**

La préfète du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-1, L. 511-1, L. 514-5 et L. 516-1, R. 516-1 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Catherine FERRIER en qualité de préfète du Tarn ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 10 février 2020 portant délégation de signature à Monsieur Michel LABORIE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 portant autorisation d'exploiter une carrière de schistes et de gneiss sur le territoire de la commune de Tanus au lieu-dit *Laval* ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires du 29 juin 2005 et du 9 juin 2017, modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2005 susvisé ;

**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994, relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 février 2020, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 13 février 2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'Environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 10 mars 2020 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 30 janvier 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'eau ruisselle sur la piste en entrée de la carrière et se déverse sans aucun traitement vers le milieu naturel, dans le ruisseau de la Guasquié ;
- il n'y a pas de dispositif de nettoyage des roues des camions venant charger des matériaux, ce qui entraîne des dépôts de boues sur la voie publique ;

**Considérant** que ces défaillances constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 portant autorisation d'exploiter une carrière de schistes et de gneiss sur le territoire de la commune de Tanus au lieu-dit *Laval*, des arrêtés préfectoraux

complémentaires du 29 juin 2005 et du 9 juin 2017 susvisés et de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994, relatifs aux exploitations de carrières ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Carrières du Sud-Ouest de respecter les dispositions qui suivent afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition de Monsieur le secrétaire général,*

*Arrêté*

### **Arrête**

**Article 1** – La société Carrières du Sud-Ouest sise Parc Canteranne, 21 avenue Canteranne, bât 2, 33608 – PESSAC Cedex, est mise en demeure de respecter sous 6 mois l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2017 susvisé, et l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatifs aux exploitations de carrières, en traitant les eaux rejetées dans le milieu naturel.

**Article 2** – La société Carrières du Sud-Ouest sise Parc Canteranne, 21 avenue Canteranne, bât 2, 33608 – PESSAC Cedex, est mise en demeure de respecter sous 6 mois l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2017 susvisé, en mettant en place un dispositif de nettoyage des roues des camions venant se charger en matériaux.

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 ou 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

**Article 5** – Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Tanus pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande et pour affichage pendant une durée minimale de 1 mois. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé au préfet par le maire de Tanus.

- Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 6** – Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Carrières du Sud-Ouest à Tanus.

Fait à Albi, le **14 MAI 2020**

Pour la préfète, par délégation,  
Le secrétaire général,



Michel LABORIE

0503 1374 6 0